

	Université Catholique du Graben CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES DU GRABEN B.P. 29 BUTEMBO/NORD-KIVU
	PARCOURS ET INITIATIVES
	Penser les sociétés en crise Éditorial : Penser les sociétés en crise : résilience, développement et transformations contemporaines----- 5 Prisonniers des rôles : une analyse constructiviste de la permanence de la rivalité entre les États-Unis et l'Iran ----- 9 Actions des leaders d'opinions et des patriotes résistants « wazalendo » à l'épreuve des massacres dans la région de Beni-Lubero ----- 31 Le gel des avoirs de Joseph Kabila : Allumette ou extincteur des dynamiques de la belligérance entre l'AFC-M23 et le régime de Kinshasa ?----- 53 Gouvernance de crise, recomposition socio-économique et résilience en Ville de Goma de janvier 2025 à avril 2026 ----- 69 Décisions d'investissement des petites et moyennes entreprises en contexte des conflits armés : une analyse microéconomique à l'épreuve de la théorie de l'utilité espérée à Goma, République Démocratique du Congo ----- 91 De la vulnérabilité aiguë à la résilience d'urgence d'une institution de microfinance en contexte de conflit armé : Étude de cas de PAIDEK SA 123 Awareness, preventive practices, and socio-demographic determinants of cervical cancer awareness among women in Omu-Aran, Nigeria:----- 149 Caractérisation d'un écosystème artificiel urbain, typologie des polluants et description des conséquences éventuelles sur la santé humaine : ----- 169 Perceived Effects of Environmental Pollution Exposure on Pregnancy Outcomes among Women of Reproductive Age in Ilorin, Kwara State, Nigeria ----- 193 Résidus de pesticides et pratiques phytosanitaires dans les tomates fraîches commercialisées à Butembo (Nord-Kivu, RDC) :-----219 Activité antibactérienne et antifongique in vitro de l'huile essentielle d'<i>Eucalyptus globulus</i> : revue systématique et méta-analyse des concentrations minimales inhibitrices entre 1990 et 2026 -----245 Énergie électrique, politique et développement dans la Région de Beni-Lubero : une approche par l'interconnexion des sources d'énergie----- 271 Prise en charge des impropriétés dans les productions orales des apprenants "baswahili" en classe de français -----295
ISSN : 3008-1211 e-ISSN : 3008-122X	Volume 17 - N° 35 Juin 2026

De la vulnérabilité aiguë à la résilience d'urgence d'une institution de microfinance en contexte de conflit armé : Étude de cas de PAIDEK SA à l'Est de la République démocratique du Congo de 2024 à 2026

From Acute Vulnerability to Emergency Resilience: A Case Study of PAIDEK SA, a Microfinance Institution Operating amid Armed Conflict in Eastern Democratic Republic of the Congo, 2024–2026

Joseph Kakule Kangitsi*¹ et Florent Kambasu Kasula²

Résumé

Cette étude analyse la capacité de PAIDEK SA, institution de microfinance active au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, à faire face aux perturbations liées au conflit armé. En distinguant la continuité des activités d'une résilience durable, l'analyse combine des données provenant de plusieurs sources : les rapports d'audit certifiés, les rapports institutionnels, un diagnostic de résilience et une comparaison des trajectoires de neuf agences entre décembre 2024 et mai 2026. Les résultats montrent une dégradation de la qualité du portefeuille. Le PAR₃₀ est passé de 3,78 % fin 2024 à 28,98 % en octobre 2025, avant de reculer progressivement à 19,20 % en mai 2026. Malgré cette amélioration, la situation financière reste fragile : l'exercice 2025 s'est soldé par une perte nette de 1,50 million USD, tandis que les provisions pour créances douteuses ont atteint 2,23 millions USD. Les performances restent différenciées selon les agences : Butembo, Beni et Idjwi affichent un PAR₃₀ de 2 à 4 %, contre plus de 47 % à Goma, Kadutu, Kalehe et Katana. La cellule de crise, le maintien du personnel, le service minimum, la sélectivité du crédit et les adaptations numériques ont favorisé la continuité. L'étude conclut à une résilience d'urgence, accompagnée de premiers signes d'adaptation, mais encore insuffisante pour établir une résilience transformationnelle durable.

Mots-clés : microfinance ; conflit armé ; résilience institutionnelle ; risque de crédit ; continuité des activités.

Abstract

This study examines the capacity of PAIDEK SA, a microfinance institution operating in North and South Kivu, to cope with disruptions caused by armed conflict. It distinguishes business continuity from sustainable resilience by

¹ Directeur Général Adjoint, PAIDEK SA

2. Université Catholique du Graben, Domaine des sciences économiques et gestion, Butembo, RD Congo

* Auteur correspondant : E-mail : kbkangitsi@yahoo.co.uk

combining certified audit data, institutional reports, a resilience assessment, and a comparison of the trajectories of nine branches from December 2024 to May 2026. The results indicate a deterioration in portfolio quality. PAR₃₀ rose from 3.78% at the end of 2024 to 28.98% in October 2025, before gradually declining to 19.20% in May 2026. Despite this improvement, the institution's financial position remains fragile: the 2025 financial year recorded a net loss of USD 1.50 million, while provisions for doubtful loans amounted to USD 2.23 million. Branch-level performance was uneven, with PAR₃₀ ranging from 2% to 4% in Butembo, Beni, and Idjwi, compared with more than 47% in Goma, Kadutu, Kalehe, and Katana. The crisis management unit, staff retention, minimum service provision, selective lending, and digital adaptations contributed to maintaining operations. The study concludes that PAIDEK SA demonstrated emergency resilience, with initial signs of adaptation, but that these remain insufficient to establish sustainable transformational resilience.

Keywords: microfinance; armed conflict; institutional resilience; credit risk; business continuity.

1. Introduction

Dans les économies fragiles où une partie de la population est exclue des services bancaires formels, l'inclusion financière s'impose actuellement parmi les pistes de développement (Ngouloubi, 2025). Cette dernière est cependant confrontée à un paradoxe : les ménages et les micro-entrepreneurs ont davantage besoin de mécanismes d'épargne, de paiement, de transfert et de financement au moment même où les prestataires supportent des risques, des coûts et des contraintes d'accès plus élevés. Dans ce sens, d'après le *Consultative Group to Assist the Poor – CGAP*, à la suite de la recrudescence des conflits armés et l'insécurité, les prestataires actifs dans les pays fragiles font face à une combinaison de baisse des revenus, hausse des coûts et augmentation des risques, alors que leurs clients deviennent simultanément plus vulnérables (Cook et al., 2024).

Caractérisé par une instabilité sécuritaire chronique, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) illustre pertinemment ce phénomène. L'intensification du conflit armé à la fin de 2024 et au début de 2025 a provoqué la fermeture ou la suspension d'activités de plusieurs institutions financières, des pénuries de liquidités et des interruptions de remboursements, tandis que les retraits se poursuivaient et s'intensifiaient. Pour le Fonds monétaire international (2025), les institutions de microfinance (IMF) implantées dans l'Est sont particulièrement exposées en raison de leur forte présence locale et de la concentration géographique de

leurs activités. Les conflits armés et l'insécurité y impactent négativement les mouvements des populations, les activités économiques, les chaînes d'approvisionnement, les marchés locaux et les relations financières. Ainsi, pour plusieurs IMFs, ces perturbations peuvent impacter rapidement la qualité du portefeuille, la liquidité, les coûts d'exploitation, la sécurité du personnel et la capacité de contrôle des agences (Zafari & Saidalavi, 2025).

Les recherches sur les crises des IMF montrent que leur performance dépend à la fois de facteurs internes et de facteurs macro-institutionnels (Agbodjan, 2007). Les analyses récentes consacrées aux crises financières montrent également que les effets des chocs sur les IMF peuvent différer selon leur modèle institutionnel et leur degré d'exposition. Partant, la présente étude analyse la manière dont une institution de microfinance exposée à un conflit armé passe d'une vulnérabilité aiguë à une résilience d'urgence, sans assimiler la simple continuité des services à une résilience durable. Dans cette perspective, le cas de la Société de Microfinance, Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Économique du Kivu (PAIDEK SA) est particulièrement instructif pour étudier ce mécanisme. L'institution dispose de neuf agences réparties au Nord-Kivu et au Sud-Kivu et son siège est situé à Bukavu. À fin de l'année 2024, son portefeuille brut dépassait 11 millions USD et son PAR₃₀ opérationnel était de 3,78 %. Cependant, l'année 2025 correspond à une rupture majeure : l'accès physique aux agences est perturbé, la qualité du portefeuille se détériore fortement, les provisions augmentent et le résultat devient négatif. Cependant, la dynamique ne s'arrête pas au pic de crise. Les données de mars et mai 2026 font apparaître une amélioration progressive du PAR₃₀ et de la situation financière.

La question scientifique n'est donc pas de déterminer, de manière binaire, si PAIDEK SA est ou non « résiliente ». Il s'agit plutôt de comprendre ce que l'institution a pu absorber face au choc, les mécanismes qui lui ont permis de maintenir ses fonctions essentielles et la mesure dans laquelle les réponses adoptées peuvent s'inscrire dans la durée. Cette approche distingue nettement continuité et résilience. En d'autres termes, tout en consommant rapidement ses ressources financières, sa liquidité, ses fonds propres ou son capital humain, une organisation peut poursuivre ses activités. Ainsi, la continuité d'urgence reste une composante de la résilience, mais elle n'en représente pas nécessairement l'aboutissement.

Dans cette perspective, l'étude cherche à comprendre comment une institution de microfinance exposée à un conflit armé peut préserver ses fonctions critiques, limiter la dégradation de sa situation financière et engager des adaptations organisationnelles sans compromettre sa viabilité à moyen terme. Trois objectifs structurent l'analyse : décrire l'évolution financière pendant le choc et les premiers signes de redressement ; examiner les différences de trajectoire entre les agences ; et analyser les réponses institutionnelles selon un cadre de résilience fondé sur l'anticipation, la gestion du choc et l'adaptation.

L'originalité de l'étude tient également à son approche centrée sur le prestataire financier, à la comparaison des trajectoires internes des agences et à l'observation prolongée jusqu'en mai 2026. Cette perspective permet ainsi de distinguer la vulnérabilité immédiate, la continuité d'urgence et les premiers signes d'une adaptation institutionnelle plus durable.

2. Cadre théorique et revue de littérature

2.1. Microfinance dans les contextes fragiles et affectés par les conflits

Les IMF occupent une position particulière dans les économies fragiles : elles desservent des clientèles dont les revenus, les actifs et les flux de trésorerie sont particulièrement sensibles aux chocs. Cette caractéristique rend leur risque de crédit fortement corrélé lorsque le choc est territorial : la fermeture des marchés ou l'inaccessibilité des infrastructures, la réduction de la mobilité, la rupture d'approvisionnement, perte d'actifs ou la volatilité des revenus et l'augmentation des coûts de transaction peuvent affecter simultanément un grand nombre d'emprunteurs. Les travaux sur les crises des IMF montrent que les déterminants internes se combinent aux conditions politiques et macroéconomiques pour produire des épisodes de détérioration rapide de la performance (Sainz-Fernandez et al., 2015).

Dans les zones de conflit, la vulnérabilité dépasse le crédit. En contexte de conflit, plusieurs mécanismes récurrents de vulnérabilité concernent la détérioration rapide de la qualité du portefeuille de crédit, les pressions accrues sur la liquidité, la hausse des coûts opérationnels et l'affaiblissement des systèmes de contrôle interne. À propos, Morais et Ahmad (2011) soulignent les difficultés particulières de fonctionnement des programmes de microfinance dans les environnements conflictuels. De leur côté, Mallett et

Slater (2016) rappellent que les moyens d'existence, la mobilité et l'accès aux ressources évoluent fortement sous l'effet du conflit. L'offre financière doit donc être analysée comme partie d'un écosystème local de marchés, de télécommunications, de cash et de confiance.

Une étude récente sur les choix d'inclusion financière au Burundi, autre contexte africain marqué par la fragilité et l'histoire du conflit, montre que l'adoption des comptes bancaires, des comptes de microfinance et du mobile money est liée à des facteurs institutionnels, sociaux et infrastructurels. Elle souligne également l'importance des réseaux sociaux, de l'emploi, de l'électricité et des transferts dans l'adoption des instruments financiers. Ces résultats sont utiles pour PAIDEK SA car ils suggèrent que la résilience du prestataire ne peut être dissociée de la résilience de son environnement de clientèle (Atta-Aidoo et al., 2023; Niyungeko, 2016).

Le contexte congolais renforce cette lecture. En 2025, le FMI (2025) relève dans l'Est de la RDC une pénurie sévère de cash, l'interruption des remboursements et le maintien des besoins de retrait. Il précise que les IMF locales sont davantage exposées que les banques nationales du fait de leur implantation territoriale. Le choc de sécurité peut ainsi devenir simultanément un choc de portefeuille, de trésorerie et de continuité.

2.2. De la résilience organisationnelle : anticipation, gestion du choc et adaptation

La résilience organisationnelle est conceptualisée par Duchek (2020) comme une capacité dynamique structurée autour de trois étapes : anticipation, coping — ici traduit par gestion ou absorption du choc — et adaptation. La résilience organisationnelle ne signifie pas seulement « continuer à fonctionner ». Se distinguant de la simple continuité institutionnelle, elle renvoie à la capacité d'une organisation à anticiper les perturbations, à absorber leurs effets, à s'adapter aux chocs et à tirer des enseignements afin de réduire la probabilité ou l'ampleur des crises futures. Les cadres normatifs internationaux, notamment ISO 22301, exigent l'élaboration des plans de continuité et de reprise des activités qui intègrent des scénarios de crise extrême et des mesures d'anticipation et d'atténuation.

Bien qu'elles peuvent parfois être confondues, la continuité opérationnelle et la résilience institutionnelle ou organisationnelle constituent deux réalités bien distinctes (Coursaget & Haas, 2015; Korchaoui & Kandili, 2026; Roux-

Dufort, 2015). La première renvoie à la capacité de maintenir temporairement les activités essentielles malgré les perturbations, alors que la seconde suppose une capacité plus durable à absorber les chocs, à s'adapter aux changements et à préserver la viabilité de l'institution.

Adaptée particulièrement aux IMF évoluant dans les zones de conflit, cette perspective leur permet de maintenir temporairement leurs services tout en devenant financièrement plus fragiles. Dans cette perspective, la résilience organisationnelle peut être appréhendée à travers trois dimensions complémentaires : l'anticipation, la gestion du choc et l'adaptation. L'anticipation renvoie à la capacité de l'institution à identifier ses vulnérabilités, à se préparer aux perturbations et à prévoir des mécanismes permettant d'assurer la continuité de ses activités. Pour une institution de microfinance, cela peut notamment se traduire par la cartographie des risques, la constitution de réserves de liquidité, la préparation de scénarios de fermeture, la diversification des canaux de distribution et la sécurisation des systèmes d'information.

La gestion du choc concerne ensuite la capacité à maintenir les fonctions essentielles, à protéger le personnel et les clients et à prendre rapidement des décisions dans un contexte marqué par l'incertitude. Enfin, l'adaptation suppose un apprentissage tiré de la crise et la transformation progressive des pratiques, notamment en matière de crédit, de contrôle, d'allocation des ressources et de digitalisation.

Cette approche rejoint les principes de résilience opérationnelle du Comité de Bâle (2012) sur la résilience opérationnelle. Ils, qui mettent l'accent sur une gouvernance claire, l'identification des activités critiques, la gestion des risques, la planification et le test de la continuité, ainsi que la maîtrise des dépendances technologiques et externes (Basel Committee on Banking Supervision, 2021). Bien que ces principes aient été conçus pour les banques, ils constituent un référentiel utile lorsqu'ils sont appliqués proportionnellement à une IMF.

2.3. Digitalisation et résilience : une capacité conditionnelle

La digitalisation peut réduire la dépendance à la présence physique des agences et faciliter la continuité des paiements, de l'information et du contrôle, en garantissant également le suivi des clients et certains processus de recouvrement. Toutefois, elle ne constitue pas automatiquement une stratégie de résilience. Elle introduit néanmoins de nouvelles vulnérabilités,

liées notamment à la dépendance à l'électricité et à la connectivité, aux cyberattaques, aux risques liés aux prestataires externes et à la protection des données. Dans les environnements financiers fragiles, la résilience suppose dès lors des infrastructures redondantes et interopérables, capables d'assurer la continuité des fonctions essentielles malgré les perturbations. D'après le FMI (2024a), les cyber-incidents peuvent affecter la confiance, interrompre des services essentiels et devenir une source de risque macrofinancier. Une digitalisation robuste doit donc être sécurisée, redondante et intégrée au dispositif global de continuité.

La transformation numérique des IMF comporte des risques importants : cyberattaques, pannes, biais algorithmiques, exclusion des populations vulnérables et perte de proximité. Sans régulation adaptée, elle peut accentuer la fracture numérique, favoriser le surendettement et compromettre la mission d'inclusion financière. Ainsi, parle-t-on des risques technologiques, réglementaires, sociaux, éthiques et réputationnels (Fariane, 2025).

Le Global Findex 2025 confirme la progression mondiale des usages financiers numériques (Klapper et al., 2025). Pour une IMF de proximité, l'enjeu est donc moins la sophistication technologique que la capacité à offrir plusieurs chemins vers le même service. Dans le cas de PAIDEK SA, la digitalisation est analysée comme un mécanisme d'adaptation en construction, et non comme une variable dont l'effet causal serait déjà démontré.

3. Méthodologie

3.1. Design et période d'étude

L'étude adopte un design de cas unique enchâssé, avec PAIDEK SA comme unité d'analyse principale et ses neuf agences comme sous-unités de comparaison. L'approche est mixte, combinant données quantitatives et éléments qualitatifs. Elle permet d'analyser la résilience institutionnelle dans son contexte réel. Elle vise une généralisation analytique plutôt qu'une extrapolation statistique.

La période d'observation couvre décembre 2024 à mai 2026. La nouvelle fenêtre comprend quatre phases : situation pré-choc à fin 2024,

intensification de la crise et dégradation en 2025, clôture comptable 2025, puis premiers mois de redressement en 2026.

3.2. Sources et hiérarchie des données

Les données reposent sur cinq catégories principales : (i) le rapport de diagnostic institutionnel WiFi Africa Consulting (2025) en décembre 2025 ; (ii) les états financiers audités de PAIDEK SA pour 2024 et 2025 (HUMANITAS, 2025, 2026) ; (iii) le rapport annuel 2025 (PAIDEK, 2025) ; (iv) les rapports d'audit interne et de gestion de mars à mai 2026 (PAIDEK, 2026a, 2026b) ; et (v) les données opérationnelles par agence. Cette pluralité permet de trianguler les constats.

Afin de garantir la fiabilité des résultats, une hiérarchie des sources a été retenue. Lorsque des écarts apparaissaient entre les données du diagnostic institutionnel et celles des états financiers audités, ces dernières ont été privilégiées pour les ratios prudentiels et les principaux agrégats financiers.

Une précaution similaire concerne le PAR₃₀. Le rapport opérationnel indique 3,78 % fin 2024, contre 4,60 % dans l'audit externe, calculé selon une base prudentielle différente. La série opérationnelle est conservée pour analyser l'évolution jusqu'en octobre 2025, tandis que les comparaisons réglementaires s'appuient sur les données auditées. Cette distinction vise à éviter toute interprétation excessivement précise des écarts entre sources.

3.3. Variables et normes de comparaison

Différentes variables assortis d'indicateurs ont été mobilisés et sont présentés dans le tableau 1. Une référence est faite par rapport aux normes prudentielles de la Banque centrale du Congo applicables aux institutions de microfinance (BCC, 2012).

Tableau 1. Variables et indicateurs de l'étude

Dimension	Indicateur	Interprétation	Référence
Risque de crédit	PAR30 (%)	Part du portefeuille présentant un retard >30 jours	BCC: < 5 %
Liquidité	Ratio de liquidité immédiate	Disponibles / dépôts à vue	BCC: ≥ 20 %
Efficacité	Charges d'exploitation / portefeuille moyen	Coût relatif de fonctionnement	BCC: 13–21 %
Rentabilité	ROA; ROE; autosuffisance opérationnelle	Capacité à absorber les coûts et pertes	BCC: ROA >3 %; ROE >15 %; AO >119,2 %
Solidité	Fonds propres; provisions	Capacité d'absorption des pertes	Analyse longitudinale
Résilience organisationnelle	Mesures d'anticipation, gestion du choc, adaptation	Capacités institutionnelles	Duchek (2020)

3.4. Techniques d'analyse

L'analyse quantitative comporte trois volets. Premièrement, une séquence temporelle suit le PAR₃₀ de décembre 2024 à mai 2026 afin d'identifier le pic de dégradation et les premiers signes d'inflexion. Deuxièmement, les masses financières de 2024, 2025 et mai 2026 sont comparées pour analyser la transmission du choc aux provisions, aux fonds propres, aux dépôts et au résultat. Troisièmement, les PAR30 des neuf agences à fin 2025 sont comparés afin d'identifier l'hétérogénéité interne du réseau.

L'analyse qualitative classe les décisions et mécanismes institutionnels selon les trois capacités de Duchek (2020) : anticipation, gestion du choc et adaptation. Cette grille unique relie ainsi le cadre théorique aux résultats et à la discussion. Les observations empiriques de PAIDEK SA sont analysées à travers ces trois capacités, tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Les indicateurs de la capacité de résilience de PAIDEK

Capacité de résilience	Traduction pour une IMF	Indicateurs retenus chez PAIDEK SA
Anticipation	Préparation, cartographie des risques, PCA, liquidité, redondance IT	PCA/plan IT existant ; couverture du risque sécuritaire ; ratio de liquidité ; dispositifs de sauvegarde
Gestion du choc	Maintien des fonctions critiques et coordination en crise	Cellule de crise, maintien du personnel, service minimum, restructuration/recouvrement, limitation des décaissements
Adaptation	Apprentissage et modification durable du modèle	Sélectivité du crédit ; mise à jour des risques ; Starlink/VPN/sauvegardes ; PAIDEK CASH ; contrôle à distance

L'étude reste descriptive et explicative sur le plan analytique. Elle ne cherche pas à établir économétriquement un lien causal entre le conflit et les résultats observés, ceux-ci pouvant également dépendre de l'inflation, de la conjoncture, de la gouvernance, de la structure des portefeuilles ou des pratiques managériales. L'analyse privilégie donc les notions d'association, de concomitance et de compatibilité avec l'hypothèse.

3.5. Éthique, réflexivité et limites

Les données institutionnelles utilisées sont agrégées et ne permettent pas d'identifier les clients. L'un des auteurs exerce des responsabilités de direction au sein de PAIDEK SA et a participé à la collecte de certaines données. Cette position offre un accès privilégié à l'information, mais crée un risque de biais de confirmation. La triangulation des données avec les audits externes et le diagnostic indépendant contribue à réduire les biais d'interprétation.

L'étude présente néanmoins plusieurs limites : l'analyse d'une seule institution, l'absence de données individuelles des clients, l'hétérogénéité de certaines définitions documentaires et l'absence d'un indicateur standardisé de l'intensité sécuritaire. La comparaison entre agences renforce l'analyse, sans constituer toutefois un véritable groupe témoin expérimental.

4. Résultats

4.1. Une séquence en trois temps : rupture, pic de risque, début de redressement

La trajectoire du PAR₃₀ montre une rupture nette entre fin 2024 et 2025 tel que le montre la figure 1.

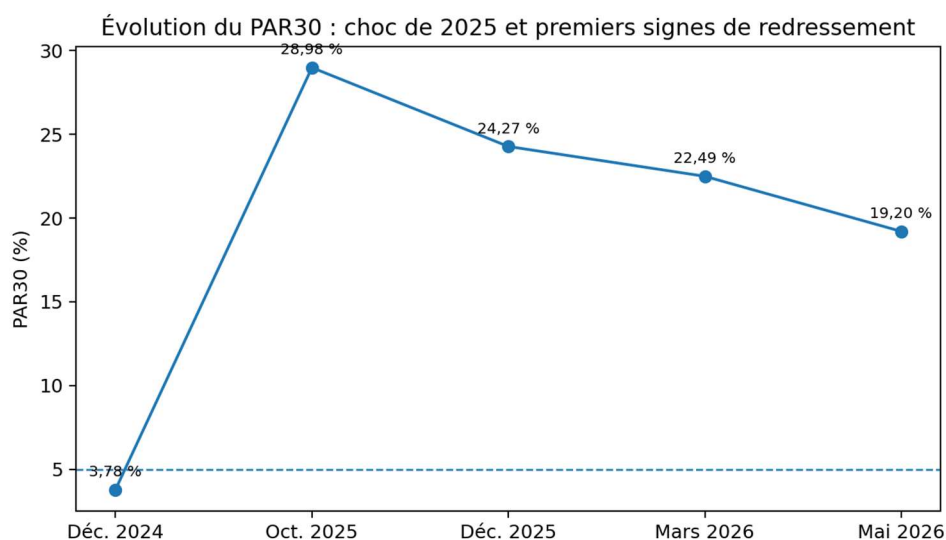


Figure 1. Évolution du PAR₃₀ de PAIDEK SA, décembre 2024–mai 2026. Sources : diagnostic Wi-Fi Africa Consulting (2025), PAIDEK SA, audit interne et rapport de gestion 2026. La ligne discontinue représente le seuil BCC de 5 %.

D’après la figure 1, l’indicateur opérationnel passe de 3,78 % en décembre 2024 à 28,98 % en octobre 2025. Il recule ensuite à 24,27 % en décembre 2025, puis à 22,49 % en mars 2026 et 19,20 % en mai 2026.

Cette baisse postérieure au pic ne signifie pas que la situation est normalisée : à 19,20 % en mai 2026, le PAR₃₀ demeure près de quatre fois supérieur au seuil de 5 % prévu par l’Instruction n°004 de la Banque Centrale du Congo. Elle constitue néanmoins un premier indicateur observable d’adaptation et de redressement.

4.2. Transmission du choc à la situation financière

Les comptes 2025 montrent que le choc de portefeuille s’est transmis au résultat par le provisionnement. Le portefeuille brut recule de 11,01 millions USD à 10,07 millions USD entre 2024 et 2025, tandis que les provisions pour créances douteuses passent d’environ 0,31 million USD à 2,23 millions USD. Le résultat net bascule de +541 604 USD en 2024 à –1 501 534 USD en 2025.

Les fonds propres pruden­tiels reculent de 5,44 millions USD à 3,68 millions USD. Ce qui apparaît clairement dans la figure 2.

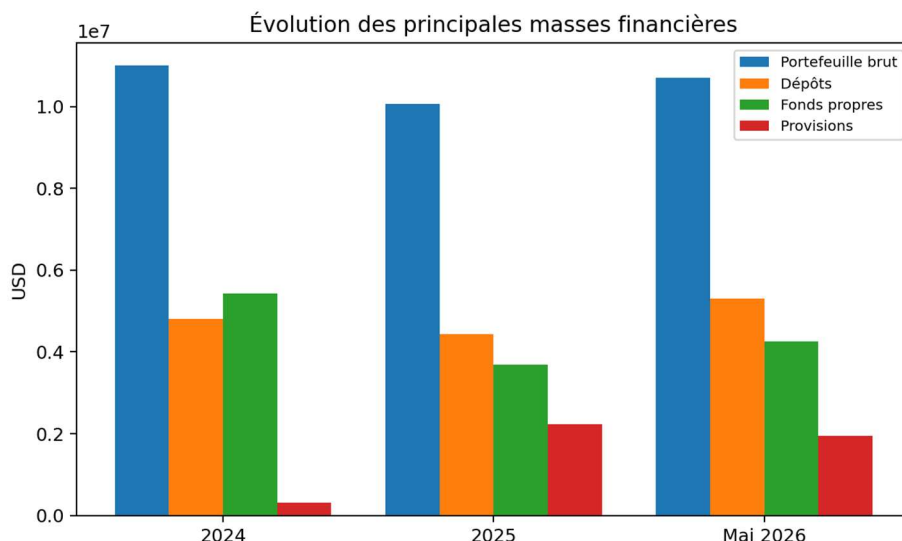


Figure 2. Évolution des principales masses financières de PAIDEK SA, 2024–mai 2026. Sources : audits externes 2024–2025 et rapport de gestion au 31 mai 2026.

Au 31 mai 2026, les données de gestion font apparaître un portefeuille brut remonté à 10,70 millions USD, des provisions réduites à 1,95 million USD, des dépôts à 5,31 millions USD et des fonds propres à 4,26 millions USD. Le résultat net intermédiaire redevient positif à 537 777 USD. Ces évolutions sont compatibles avec un processus de redressement, mais demeurent provisoires tant que l'exercice 2026 n'est pas clôturé et audité.

4.3. La liquidité : tension réelle, mais mesure à clarifier

Le diagnostic institutionnel utilisait un indicateur interne de trésorerie exprimé en base 100. Cette lecture ne correspond pas au ratio prudentiel de liquidité immédiate audité. Les états financiers certifiés montrent un ratio de 35,08 % en 2024 et de 29,86 % en 2025, tous deux supérieurs au minimum réglementaire de 20 %, bien que la tendance soit défavorable. Ces éléments sont visualisés à travers la figure 3.

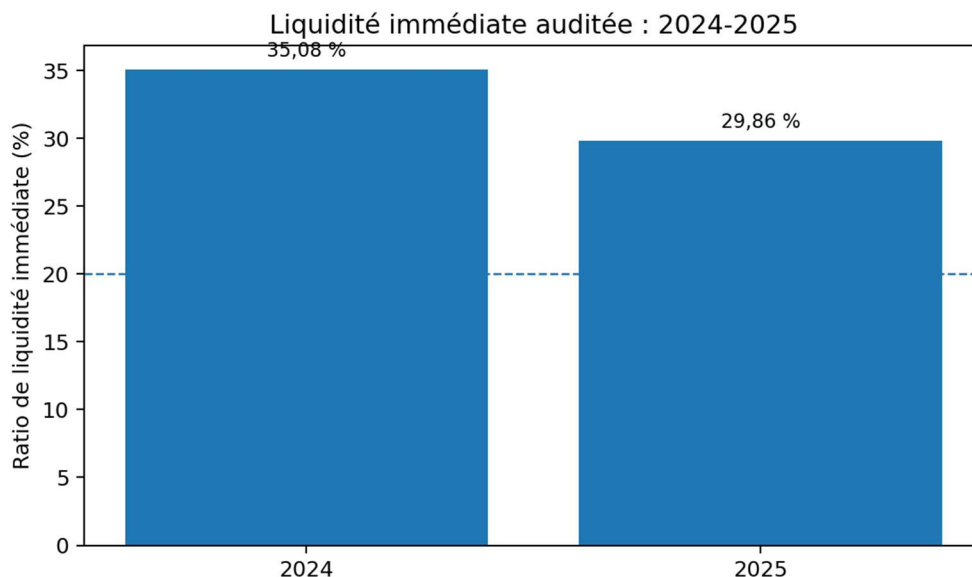


Figure 3. Ratio de liquidité immédiate auditée de PAIDEK SA, 2024–2025. Sources : rapports d’audit externe HUMANITAS ; seuil réglementaire BCC : 20 %.

Le résultat important n’est donc pas un effondrement prudentiel de 93 %, mais une pression de trésorerie différenciée selon les zones et les agences. Le rapport annuel 2025 documente par exemple un ratio de liquidité immédiate de 1,39 % à Kalehe, alors que l’institution consolidée reste au-dessus du seuil. Cette divergence confirme que l’agrégat institutionnel peut masquer des tensions locales critiques.

4.4. Coûts et rentabilité : une détérioration mesurable

Le tableau ci-après présente le niveau de quelques indicateurs financiers clés de PAIDEK.

Tableau 3. Évolution de quelques indicateurs financiers clés de PAIDEK SA (2024–2025)

Indicateur	2024	2025	Norme/repère BCC
PAR ₃₀ (%)	4,60	24,27	< 5
Efficacité opérationnelle (%)	28,42	58,51	13–21
Autosuffisance opérationnelle (%)	129,83	74,33	> 119,2
Rendement sur actif (%)	5,85	-12,12	> 3
Rentabilité des fonds propres (%)	36,05	-33,42	> 15
Liquidité immédiate (%)	35,08	29,86	≥ 20

L’efficacité opérationnelle auditée passe de 28,42 % en 2024 à 58,51 % en 2025, très au-dessus de la fourchette de 13–21 % de l’Instruction n°004

(BCC, 2012). L'autosuffisance opérationnelle chute de 129,83 % à 74,33 %. Le rendement sur actif passe de 5,85 % à -12,12 %, tandis que la rentabilité des fonds propres passe de 36,05 % à -33,42 %. Ces variations montrent que la crise n'a pas seulement affecté le portefeuille : elle a également détérioré l'efficacité et la capacité de l'institution à couvrir ses coûts.

4.5. Une forte hétérogénéité entre agences

À fin 2025, les neuf agences présentent des trajectoires profondément différentes tel que le montre la figure 4.

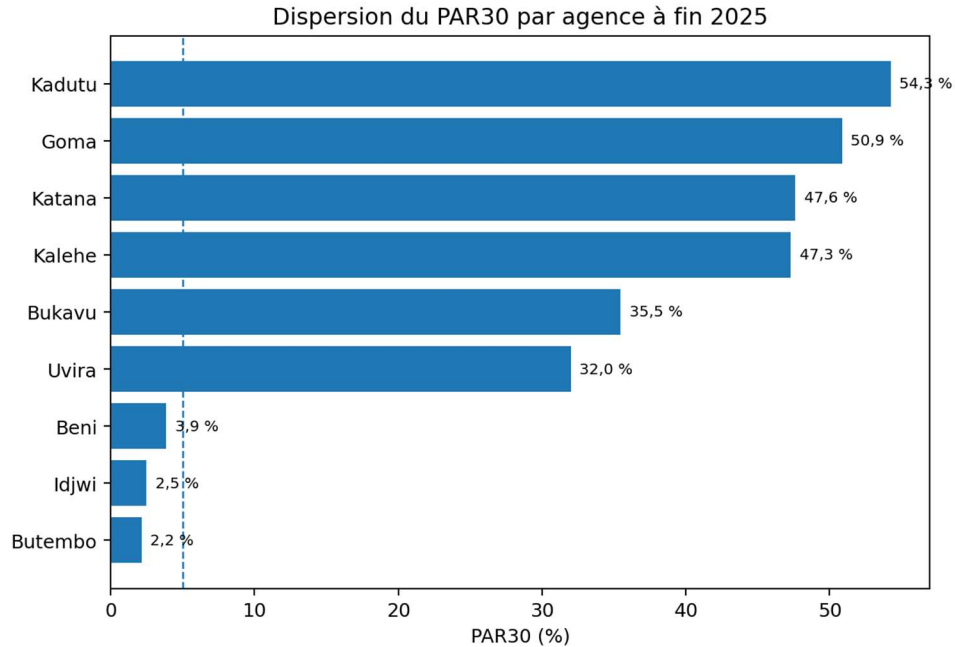


Figure 4. Dispersion du PAR30 par agence à fin 2025. Source : Rapport annuel PAIDEK SA 2025. La ligne discontinue représente le seuil BCC de 5 %.

Il ressort de la figure ci-dessous que Butembo, Idjwi et Beni affichent respectivement des PAR₃₀ de 2,16 %, 2,48 % et 3,87 %. À l'opposé, Kadutu atteint 54,26 %, Goma 50,85 %, Katana 47,62 % et Kalehe 47,30 %. Bukavu est à 35,46 % et Uvira à 32 %. La moyenne simple des trois agences stabilisatrices est de 2,84 %, contre 44,58 % pour les six agences à forte dégradation.

Cette dispersion constitue le résultat empirique le plus fort de l'étude. Elle est compatible avec l'hypothèse d'un effet majeur de la géographie sécuritaire, mais elle ne constitue pas une preuve causale, car la composition

du portefeuille, les activités économiques locales, la liquidité, la qualité de gestion et l'exposition initiale diffèrent aussi entre agences.

4.6. Réponses organisationnelles selon les trois capacités de résilience

Le tableau ci-après présente l'appréciation de la capacité organisationnelle de PAIDEK SA en partant de trois capacités de résilience.

Tableau 4. Appréciation de la résilience de PAIDEK

Capacité	Éléments observés	Appréciation
Anticipation	PCA et plan IT existants ; cartographie des risques ; certaines mesures de sauvegarde	Capacité présente mais incomplète : le risque de conflit armé et le PRA n'étaient pas suffisamment intégrés.
Gestion du choc	Cellule de crise ; maintien du personnel ; service minimum ; recouvrement amiable/téléphonique ; centralisation temporaire de liquidité ; baisse des décaissements	Capacité d'absorption réelle : maintien de fonctions essentielles malgré de fortes contraintes.
Adaptation	Crédit plus sélectif en 2026 ; renforcement du recouvrement ; mise à jour des risques ; VPN, Starlink, sauvegarde 3-2-1 ; préparation/déploiement de PAIDEK CASH	Premiers signes d'adaptation, mais transformation encore inachevée et hétérogène selon les agences.

Le siège de l'institution, établi lui-même à Bukavu, était également exposé aux perturbations sécuritaires. Dans ce contexte, la continuité des activités a reposé sur l'implication de la Direction et des responsables clés, le recours au système d'information pour assurer un suivi à distance et le maintien d'un service minimal. Cette expérience confirme la capacité de continuité de l'institution, tout en révélant les fragilités d'une gouvernance concentrée dans une zone affectée.

4.7. Digitalisation : adaptation engagée mais non encore démontrée comme facteur causal

En 2025, PAIDEK SA a renforcé ses infrastructures grâce au VPN, à Starlink et à une stratégie de sauvegarde 3-2-1, tout en préparant le projet PAIDEK CASH. En 2026, le déploiement s'est étendu à plusieurs agences, facilitant le contrôle et le maintien des services à distance.

Ces avancées ne permettent toutefois pas d'attribuer directement la baisse du PAR₃₀ ou le redressement financier observé en 2026 à la digitalisation. Les actions de recouvrement, la sélection plus prudente des nouveaux crédits, les restructurations ciblées et la reprise partielle des activités ont également

joué un rôle. La digitalisation apparaît ainsi comme un mécanisme d'adaptation prometteur, dont l'effet spécifique devra encore être évalué.

5. Discussion

Les différents résultats ci-haut présentes inscrivent le cas du PAIDEK SA dans des dynamiques observées dans des contextes de conflit armé, tout en soulignant la vulnérabilité accrue liée à une forte concentration géographique et à une digitalisation non institutionnalisée (Long Le & Norma Md Saad, 2023; Zafari & Saidalavi, 2025). Les résultats montrent que la crise sécuritaire agit comme un révélateur de faiblesses structurelles préexistantes, notamment l'absence d'intégration explicite du risque de conflit armé dans la cartographie des risques.

5.1. Vulnérabilité aiguë et résilience d'urgence

Les résultats conduisent à distinguer deux séquences. L'année 2025 documente d'abord une vulnérabilité aiguë : hausse massive du PAR₃₀, explosion des provisions, perte nette, dégradation de l'efficacité et forte dispersion des risques entre agences. La continuité obtenue pendant cette phase relève principalement de la capacité de gestion du choc.

Les données de 2026 ajoutent une deuxième séquence : le PAR₃₀ commence à reculer, le résultat redevient positif et les fonds propres se reconstituent. Cette évolution permet de relever les premiers signes d'adaptation, sans toutefois conclure à l'existence d'une résilience transformationnelle durable. Le PAR₃₀ demeure élevé par rapport à la norme, plusieurs agences restent en situation critique et les résultats de 2026 doivent encore être consolidés.

Cette lecture rejoint le modèle de Duchek (2020) : PAIDEK SA manifeste une capacité de gestion du choc et amorce une adaptation, tandis que les mécanismes d'anticipation et la durabilité des transformations restent à renforcer et à vérifier. C'est dans cette optique qu'il est reconnu un grand rôle aux IMF même dans contexte de conflit. Car, malgré les contraintes sécuritaires, la microfinance contribue au redressement économique, à la survie des populations, à la création d'activités, à la reconstruction des économies locales, ainsi qu'à la consolidation de la paix et de la réconciliation (Niyungeko & Huybrechts, 2013).

5.2. Territorialisation du risque et comparaison interne

La comparaison des agences apporte une réponse partielle au problème de l'absence de groupe témoin. Dans une même institution, sous une gouvernance et un système d'information communs, certaines agences restent proches des normes tandis que d'autres connaissent une détérioration extrême. Cette quasi-comparaison interne renforce l'hypothèse d'un rôle de l'environnement local.

Elle montre aussi que la résilience institutionnelle est distribuée : les agences stabilisatrices peuvent continuer à générer des revenus et à mobiliser de l'épargne pendant que d'autres absorbent des pertes. La gouvernance du réseau doit donc dépasser une politique uniforme et adopter des scénarios différenciés de crédit, liquidité, sécurité et déploiement digital.

Le fait que les agences affectées concentrent les taux élevés du PAR₃₀ est un résultat particulièrement important. Il suggère que la concentration géographique peut transformer un choc localisé en crise institutionnelle lorsque la zone touchée représente une part substantielle du portefeuille. Ce résultat rejoint les principes prudentiels contemporains qui attirent l'attention sur les effets de concentration et de contagion dans les marchés géographiquement concentrés (BCC, 2012; Hilaire, 2017). Pour les IMF, la diversification géographique ne signifie pas nécessairement une expansion coûteuse. Elle peut aussi consister à limiter la dépendance excessive à quelques zones, à renforcer des canaux à distance et à disposer de mécanismes de transfert d'activité entre unités (Andriamitahantsoa Njaka, 2025). La territorialisation des agences a l'avantage de favoriser aussi l'inclusion financière bien que celle-ci connaisse encore des difficultés énormes dans son effectivité malgré les avancées déjà enregistrées. Ainsi, en vue de réduire les disparités et d'accélérer les progrès, la délocalisation des agences favorise l'accès universel à des services financiers abordables et adaptés et demeure essentielle au développement social et économique et à la réduction de la pauvreté (International Monetary Fund, 2024b).

5.3. Liquidité, coûts et normes prudentielles

La correction de l'indicateur de liquidité améliore l'interprétation. La liquidité consolidée respecte encore le seuil BCC en 2025, mais certaines agences subissent des tensions extrêmes. Le risque de liquidité est donc davantage territorial et opérationnel qu'un effondrement consolidé de 93 %. Cette distinction est importante pour la gestion de la trésorerie : l'enjeu réside dans la capacité à mobiliser et à acheminer les ressources vers les agences

sous pression, alors que les circuits de liquidités sont eux-mêmes perturbés. Dans cette optique, la surveillance de la liquidité doit donc être intégrée dans un tableau de bord de crise avec des seuils d'alerte, des scénarios de retrait ou de baisse des encaissements, et des procédures d'accès à des sources de financement d'urgence. Cette approche est en accord avec les réformes du secteur financier congolais, mettant l'accent sur les mécanismes de soutien de liquidité aux institutions solvables en cas d'illiquidité temporaire.

En parallèle, la dégradation des coûts et de la rentabilité apparaît clairement. En 2025, l'efficacité opérationnelle (58,51 %) et l'autosuffisance (74,33 %) traduisent ainsi une continuité obtenue au prix d'une fragilisation économique marquée. Cela confirme l'idée du CGAP selon laquelle les prestataires des contextes fragiles subissent simultanément plus de risques, plus de coûts et moins de revenus (Cook et al., 2024).

5.4. Continuité opérationnelle et apprentissage organisationnel

Le maintien du personnel, la cellule de crise et le service minimum constituent des actifs de résilience et démontrent une capacité d'absorption. Cependant, la résilience durable exige davantage : anticipation, scénarios, redondance, apprentissage et transformation (Duchek, 2020). Cette logique est parfois définie en mettant l'accent sur les opérations critiques, la tolérance aux perturbations, la continuité, les dépendances aux tiers et la résilience des technologies de l'information. Toutefois, ces mesures deviennent soutenables uniquement si elles débouchent sur un apprentissage : intégration du conflit dans la cartographie des risques, tests de PCA/PRA, protocoles de contrôle à distance, scénarios de liquidité, succession des responsables et dispositifs de communication.

Pour garantir la continuité opérationnelle, les travaux récents renforcent l'idée que la résilience financière doit être pensée comme une capacité multidimensionnelle. Gatto et Sadik-Zada (2022) montrent, dans leur analyse de la littérature, que la microfinance peut être considérée comme un instrument de résilience, tandis que les travaux sur les États fragiles soulignent l'importance des infrastructures, des réseaux sociaux et des dispositifs numériques.

La période 2026 montre que PAIDEK SA a commencé cette transition en renforçant les contrôles, en ciblant les zones de décaissement, en accélérant le recouvrement et en modernisant son infrastructure numérique. La distinction entre réponse d'urgence et adaptation durable constitue ainsi

l'apport conceptuel principal de l'étude. Ainsi, est-il important de se doter de certains documents de gouvernance dont le plan de continuité d'activités (PCA), le plan de reprise d'activités (PRA). Ces documents, et bien d'autres, ont comme avantage de garantir la survie des institutions en anticipant les différents risques et les mesures d'atténuation.

5.5. Digitalisation et résilience : de la substitution à la redondance

La digitalisation doit être conçue comme un dispositif de redondance plutôt que comme un remplacement pur de l'agence. Dans un environnement où l'électricité, le réseau mobile et le cash peuvent eux-mêmes être interrompus, un canal numérique unique crée un nouveau point de défaillance. La résilience suppose une combinaison de canaux : agence, point de repli, téléphone, application, SMS ou USSD selon les possibilités.

La digitalisation peut réduire la dépendance aux agences, mais elle peut également créer de nouvelles vulnérabilités. Dans un monde en perpétuelles mutations, toute institution désireuse de se développer et d'intensifier ses activités est invitée à adopter la transformation digitale en essayant de comprendre les mécanismes et leurs enjeux pour s'inscrire dans cette dynamique évolutive (Miriimi & Mhamdi, 2022). D'après Takoudjou Nimpa (2022), en renforçant l'efficacité opérationnelle des IMF, les TIC, par la digitalisation, leur assurent une meilleure visibilité et une meilleure sécurité aux bailleurs qui investissent en microfinance. Également, la digitalisation permet d'accroître leur portée et de fournir des services financiers aux plus pauvres et aux plus éloignés géographiquement. Toutefois, avec la digitalisation, le FMI (2024a) souligne que les incidents cyber peuvent provoquer des pertes de confiance et interrompre des services essentiels.

Cette conclusion rejoint les principes internationaux de résilience opérationnelle : identifier les fonctions critiques, définir des tolérances d'interruption et gérer les dépendances technologiques (Basel Committee on Banking Supervision, 2021). Pour PAIDEK SA, l'enjeu est de mesurer l'adoption réelle et la disponibilité de ces canaux, pas seulement leur déploiement. Ainsi, est-il conseillé aux institutions évoluant zone de conflit de rechercher une digitalisation résiliente : sauvegardes hors site, redondance des systèmes, authentification forte, procédures de fonctionnement dégradé, sécurisation des données, gestion des prestataires tiers et tests périodiques. La priorité n'est pas la sophistication technologique, mais la capacité à continuer les fonctions critiques en cas de rupture d'un canal.

6. Implications pratiques et recommandations

Les différentes discussions conduisent à des implications pratiques qui se traduisent par des recommandations et des actions à entreprendre telles que résumées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5. Priorités et recommandations

Priorité	Action recommandée	Indicateur de suivi
Gouvernance du risque	Intégrer explicitement le conflit armé dans la cartographie des risques et les scénarios de crise	Cartographie actualisée et approuvée ; fréquence de revue
Continuité	Mettre à jour et tester le PCA et le PRA, y compris pour un siège situé en zone affectée	Nombre de tests ; RTO/RPO ; taux d'actions correctives clôturées
Portefeuille	Suivre PAR ₁ /PAR ₃₀ en volume et en taux par agence, zone et cohorte	PAR ₃₀ par agence ; montants récupérés ; taux de cure
Liquidité	Piloter la liquidité consolidée et locale avec seuils d'alerte et solutions de réallocation sécurisée	Ratio de liquidité institutionnel et par agence ; jours de cash
Efficiencia	Ramener progressivement les charges d'exploitation sur portefeuille vers les normes BCC	Ratio d'efficacité opérationnelle
Capital	Affecter prioritairement le redressement 2026 à la reconstitution des fonds propres et du coussin de risque	Fonds propres ; solvabilité ; couverture du PAR
Digitalisation	Déployer des canaux redondants et mesurer l'usage actif, les échecs et les réclamations	Actifs à 30/60/90 jours ; disponibilité ; taux d'échec
Données	Harmoniser les définitions entre rapports, audit et PERFECT	Dictionnaire d'indicateurs ; écarts de rapprochement
Ressources humaines	Former les responsables à la gestion de crise et organiser la suppléance des fonctions critiques	Taux de personnel formé, fonctions disposant d'un suppléant
Partenariats	Négocier mécanismes de refinancement, garantie ou partage du risque adaptés aux zones fragiles	Montant de lignes/garanties mobilisables

Ces recommandations doivent être hiérarchisées. À court terme, la priorité reste la maîtrise du risque de portefeuille et la reconstitution des équilibres financiers. Parallèlement, la transformation digitale doit être poursuivie comme un moyen de continuité, en s'appuyant sur des objectifs précis

permettant d'en suivre l'adoption, la disponibilité et l'efficacité opérationnelle.

7. Conclusion

Les résultats de cette étude montrent que la crise sécuritaire de 2025 a profondément affecté les équilibres opérationnels et financiers de PAIDEK SA. Le PAR₃₀ opérationnel est passé de 3,78 % fin 2024 à 28,98 % en octobre 2025, tandis que les provisions pour créances douteuses ont atteint 2,23 millions USD et que l'exercice s'est clôturé par une perte nette de 1,50 million USD. Ces évolutions traduisent une détérioration significative de la qualité du portefeuille et une forte pression sur la situation financière de l'institution.

Cette dégradation demeure toutefois territorialement différenciée. Alors que Butembo, Beni et Idjwi ont conservé des niveaux de PAR relativement faibles, Goma, Kadutu, Kalehe et Katana ont enregistré des niveaux supérieurs à 47 %. Ces écarts suggèrent l'importance d'une lecture territorialisée du risque, tenant compte de l'exposition locale aux perturbations sécuritaires, de l'accessibilité des agences, de la mobilité des clients et des caractéristiques économiques des territoires. Toutefois, l'absence d'un indicateur standardisé d'intensité sécuritaire ne permet pas d'établir une relation causale directe entre conflit et performance des agences. La structure de la clientèle, la composition du portefeuille, les pratiques de recouvrement et les capacités locales de gestion peuvent également expliquer ces différences.

Le recul du PAR₃₀ observé entre octobre 2025 et mai 2026 constitue un signe encourageant, sans pour autant traduire un retour complet à la situation antérieure. Sur le plan institutionnel, la création d'une cellule de crise, le maintien des ressources humaines et l'instauration d'un service minimum ont permis de préserver les fonctions essentielles. En 2026, le renforcement du recouvrement, la sélectivité accrue dans l'octroi des crédits, l'amélioration du système d'information et les premières initiatives de digitalisation traduisent un passage progressif d'une logique de réaction à une logique d'adaptation.

La principale contribution de l'étude réside dans la distinction entre vulnérabilité aiguë, continuité d'urgence et résilience institutionnelle

durable. PAIDEK SA a démontré une capacité de résilience d'urgence, mais il serait prématuré de parler de résilience transformationnelle pleinement établie. Celle-ci supposerait une stabilisation durable du portefeuille, une réduction du PAR, la reconstitution des fonds propres et l'institutionnalisation des mécanismes d'adaptation.

L'étude présente néanmoins des limites : elle porte sur une seule institution, certaines modalités de calcul des indicateurs nécessitent une harmonisation, les données individuelles des clients sont indisponibles et l'intensité sécuritaire n'est pas quantifiée par territoire. Des recherches futures pourraient exploiter les données mensuelles par agence, construire un indice territorial d'exposition sécuritaire et comparer plusieurs IMF de l'Est de la RDC. La digitalisation constitue également une piste majeure pour déterminer dans quelle mesure les canaux numériques peuvent dépasser leur fonction de continuité et devenir un véritable levier de résilience institutionnelle.

Déclarations

Disponibilité des données. Les données financières de PAIDEK SA sont institutionnelles, confidentielles et non accessibles au public. Les résultats de cette étude sont basés sur des données agrégées issues de rapports internes, diagnostics institutionnels et états financiers audités.

Conflit d'intérêts. Joseph Kakule Kangitsi exerce des fonctions de direction au sein de PAIDEK SA, ce qui peut influencer l'accès aux données. Pour minimiser les biais de confirmation, les données et résultats ont été confrontés à des sources externes telles que les rapports d'audit et les conclusions d'un diagnostic indépendant. Cette triangulation a renforcé la crédibilité et la robustesse de l'analyse.

Financement. Les auteurs déclarent ne pas avoir reçu de financement spécifique pour la présente étude.

Contributions des auteurs. Joseph Kakule Kangitsi a contribué à la collecte des données institutionnelles, à l'interprétation et à la rédaction. Florent Kambasu Kasula a contribué à la structuration scientifique, à la revue critique et à la rédaction.

Références bibliographiques

- Agbodjan, E. D. (2007). L'usage de la microfinance dans les situations de post-conflit : Une revue de la littérature. *Autrepart*, 44(4), 227-240.
- Andriamitahantsoa Njaka, B. (2025). *La notion de proximité et la qualité de service dans les institutions financières*. utana-utana.
- Atta-Aidoo, J., Bizosa, S., Saleh, A. O., & Matthew, E. C. (2023). Financial inclusion choices in post-conflict and fragile states of Africa : The case of Burundi. *Cogent Social Sciences*, 9(1), 2216996. <https://doi.org/10.1080/23311886.2023.2216996>
- Basel Committee on Banking Supervision. (2021, mars 31). *Principles for operational resilience*. Bank for International Settlements. <https://www.bis.org/publications/202103-guidelines-principles-operational-resilience>
- BCC. (2012). *Instruction n° 004 aux coopératives d'épargne et de crédit et aux institutions de microfinance relative aux indicateurs de performance*. Banque Centrale du Congo.
- Comité de Bâle. (2012). *Les principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace*. Banque des Règlements Internationaux.
- Cook, W., Lennox, D., Murray, S., & Sbeih, S. (2024). *From Crisis to Resilience: The Role of Inclusive Finance in Fragile Countries. Consultative Group to Assist the Poor*. World Bank. <https://www.cgap.org/research/publication/crisis-to-resilience-role-inclusive-finance-fragile-countries>
- Coursaget, A., & Haas, L. (2015). De la résilience à la continuité d'activité: *Sécurité et stratégie*, 18(1), 1-3. <https://doi.org/10.3917/sestr.018.0001>
- Duchek, S. (2020). Organizational resilience : A capability-based conceptualization. *Business Research*, 13(1), 215-246. <https://doi.org/10.1007/s40685-019-0085-7>
- Fariane, H. (2025). Microfinance et Risques : Comment l'Innovation Redéfinit les Modèles de Gestion. *International Journal of Accounting Finance Auditing Management and Economics*, 6(8), 723-738.
- Gatto, A., & Sadik-Zada, E. R. (2022). Access to microfinance as a resilience policy to address sustainable development goals : A content analysis.

- Heliyon*, 8(10), e10860.
<https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2022.e10860>
- Hilaire, Q. (2017). *Gestion des risques et réglementation prudentielle*.
- HUMANITAS. (2025). *Rapport de certification des comptes de PAIDEK SA – Exercice 2024*. HUMANITAS SARL.
- HUMANITAS. (2026). *Rapport de certification des comptes de PAIDEK SA – Exercice 2025*. HUMANITAS SARL.
- International Monetary Fund. (2024a). *Global Financial Stability Report : Cyber Risk : A Growing Concern for Macroeconomic Stability. Chapter 3*. IMF.
<https://www.elibrary.imf.org/display/book/9798400257704/CH003.xml>
- International Monetary Fund. (2024b). *Republic of Congo : Selected Issues*. International Monetary Fund.
<https://doi.org/10.5089/9798400285165.002>
- International Monetary Fund. (2025). *Democratic Republic of the Congo : First review under the Extended Credit Facility arrangement, requests for waivers of nonobservance of performance criteria, modification of quantitative performance criteria, and financing assurances review*. IMF Staff Country Report No. 2025/195.
- Klapper, L., Singer, D., Starita, L., & Norris, A. (2025). *The Global Findex Database 2025 : Connectivity and Financial Inclusion in the Digital Economy*. Washington, DC: World Bank.
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-2204-9>
- Korchaoui, A. E., & Kandili, M. E. (2026). La résilience organisationnelle comme capacité dynamique favorisant la continuité des chaînes d'approvisionnement en situation de crise : Une revue systématique de la littérature. *Alternatives Managériales & Economiques*, 8(3), 27-49. <https://doi.org/10.48374/IMIST.PRSM/ame-v8i3.66118>
- Long Le & Norma Md Saad. (2023). Exploring the Frontier in Microfinance : Faith-Based and Interfaith Microfinance Collaboration in Conflict-Affected Environments. *Journal of Islamic Finance*, 12(1), 32-47.
<https://doi.org/10.31436/jif.v12i1.745>
- Mallett, R., & Slater, R. (2016). Livelihoods, conflict and aid programming : Is the evidence base good enough? *Disasters*, 40(2), 226-245.
<https://doi.org/10.1111/disa.12142>

- Mirimi, N., & Mhamdi, M. (2022). La digitalisation : Un levier de développement du secteur de la microfinance. *International journal of economic studies and management*.
- Morais, N., & Ahmad, M. M. (2011). NGO-led Microfinance : Potentials and Challenges in Conflict Areas. *Journal of International Development*, 23(5), 629-640. <https://doi.org/10.1002/jid.1672>
- Ngouloubi, M. C. R. (2025). Influence des établissements de microfinance sur le développement économique local : Cas de la République du Congo. *Journal of Business and Technologies*, 1(5).
- Niyungeko, T. (2016). *Impact de l'incertitude sur la gouvernance des institutions de microfinance : Cas de coopératives burundaises*. Université de Liege (Belgium).
- Niyungeko, T., & Huybrechts, B. (2013). La Gouvernance des coopératives en situation de conflit et de post-conflit. *ORBi-University of Liège*. <https://orbi.uliege.be/handle/2268/167067>
- PAIDEK. (2025). *Rapport annuel des activités – Exercice 2025* [Document interne]. PAIDEK SA.
- PAIDEK. (2026a). *Rapport d'audit interne au premier trimestre 2026* [Document interne]. PAIDEK SA.
- PAIDEK. (2026b). *Rapport de gestion au 31 mai 2026* [Document interne]. PAIDEK SA.
- Roux-Dufort, C. (2015). Continuité, anticipation et résilience: *Sécurité et stratégie*, 18(1), 5-11. <https://doi.org/10.3917/sestr.018.0005>
- Sainz-Fernandez, I., Torre-Olmo, B., López-Gutiérrez, C., & Sanfilippo-Azofra, S. (2015). Crisis in Microfinance Institutions : Identifying Problems. *Journal of International Development*, 27(7), 1058-1073. <https://doi.org/10.1002/jid.3129>
- Takoudjou Nimpa, A., Nzongang, J., & Lemadjo, M. (2022). La digitalisation des IMF : Une explication par les contingences organisationnelles et individuelles: *Revue internationale des sciences de l'organisation*, N° 13(1), 83-109. <https://doi.org/10.3917/riso.013.0083>
- WiFi Africa Consulting. (2025). *Rapport de diagnostic institutionnel de PAIDEK SA. Décembre 2025*. FPM ASBL.

Zafari, S., & Saidalavi, K. (2025). Financial inclusion in times of conflict : Reviewing the role of microfinance in fragile state economies. *Asian Journal of Management and Commerce*, 6(1), 1251-1255. <https://doi.org/10.22271/27084515.2025.v6.i1n.586>

Awareness, preventive practices, and socio-demographic determinants of cervical cancer awareness among women in Omu-Aran, Nigeria: A community-based cross-sectional study

Sensibilisation, pratiques préventives et déterminants sociodémographiques de la connaissance du cancer du col de l'utérus chez les femmes d'Omu-Aran, Nigéria : une étude transversale communautaire

Adijat Mojisola Abdulraheem¹

Abstract

Cervical cancer remains a major public health issue in Nigeria, particularly due to low levels of awareness, screening uptake, and poor preventive practices among women. This study assessed awareness of cervical cancer risk factors, preventive practices, and socio-demographic determinants of cervical cancer awareness among women in Omu-Aran, Kwara State, Nigeria.

A descriptive cross sectional survey design was used for this study. 427 participants were recruited from markets, community gatherings and residential areas using convenience sampling. Data was gathered using a structured questionnaire which was interviewer administered. Awareness was measured by a score of 13 knowledge items, participants scoring $\geq 50\%$ were considered to have adequate awareness. Analyses were performed using SPSS version 20.0. Descriptive statistics, bivariate and multivariable logistic regression analysis were performed. Odds ratios (OR) and Adjusted odds ratios (AORs) with 95% confidence intervals were reported, and the significance level was set at $p < 0.05$.

82.0% of respondents demonstrated adequate awareness of cervical cancer. Logistic regression analysis revealed that younger women (AOR = 2.23, 95% CI: 1.30–3.82), higher educational attainment (AOR = 4.06, 95% CI: 2.42–6.79), and being married (AOR = 1.82, 95% CI: 1.08–3.05) were significantly associated with better awareness ($p < 0.05$). Screening uptake remained low at 44.5%, and only 35.1% had received HPV vaccination.

The study highlights critical gaps in cervical cancer awareness and prevention practices among women in Omu-Aran. Targeted health education and improved access to screening and vaccination are urgently needed to reduce the burden of cervical cancer in the region.

Keywords: Cervical cancer, awareness, preventive strategies, HPV vaccination, screening.

¹ Department of Health Promotion and Environmental Health Education, University of Ilorin
adijatalias@gmail.com, alias.am@unilorin.edu.ng, ORCID: <https://orcid.org/0000-0003-4463-0103>

Résumé

Le cancer du col de l'utérus demeure un important problème de santé publique au Nigéria, en raison notamment du faible niveau de sensibilisation, du faible recours au dépistage et des pratiques préventives insuffisantes chez les femmes. Cette étude avait pour objectif d'évaluer la connaissance des facteurs de risque du cancer du col de l'utérus, les pratiques préventives ainsi que les déterminants sociodémographiques de cette connaissance chez les femmes d'Omu-Aran, dans l'État de Kwara, au Nigéria.

Une étude descriptive transversale a été menée auprès de 427 femmes âgées de 16 à 65 ans à Omu-Aran. Les participantes ont été recrutées dans les marchés, lors de rassemblements communautaires et dans les zones résidentielles au moyen d'un échantillonnage de convenance. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire structuré administré par des enquêteurs. La connaissance a été évaluée à partir de 13 questions, les participantes obtenant un score ≥ 50 % étant considérées comme ayant une connaissance adéquate. Les données ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS version 20.0. Des statistiques descriptives ainsi que des analyses de régression logistique bivariable et multivariable ont été réalisées. Les odds ratios (OR), les odds ratios ajustés (AOR) et leurs intervalles de confiance à 95 % ont été rapportés. Le seuil de signification statistique a été fixé à $p < 0,05$.

Au total, 82,0 % des participantes présentaient une connaissance adéquate du cancer du col de l'utérus. L'analyse de régression logistique a montré que les femmes plus jeunes (AOR = 2,23 ; IC à 95 % : 1,30–3,82), celles ayant un niveau d'instruction plus élevé (AOR = 4,06 ; IC à 95 % : 2,42–6,79) ainsi que les femmes mariées (AOR = 1,82 ; IC à 95 % : 1,08–3,05) étaient significativement plus susceptibles d'avoir une meilleure connaissance ($p < 0,05$). Le recours au dépistage demeurait faible (44,5 %) et seulement 35,1 % des participantes avaient reçu le vaccin contre le papillomavirus humain (HPV).

Cette étude met en évidence d'importantes lacunes dans la connaissance du cancer du col de l'utérus et dans l'adoption des pratiques préventives chez les femmes d'Omu-Aran. Des programmes ciblés d'éducation sanitaire ainsi qu'un meilleur accès au dépistage et à la vaccination sont indispensables pour réduire la charge du cancer du col de l'utérus dans cette région.

Mots-clés : cancer du col de l'utérus ; sensibilisation ; pratiques préventives ; vaccination contre le papillomavirus humain (HPV) ; dépistage.

Introduction

Cervical cancer remains a major global public health concern and continues to pose a significant threat to women's health, particularly in low- and middle-income countries (LMICs). Despite advances in medical technology and preventive healthcare, the disease still accounts for a considerable proportion of cancer-related morbidity and mortality among women worldwide. Cervical cancer is the fourth most common cancer in women and was responsible for an estimated 604,127 new cases and about

Brève présentation du CRIG

Le Centre des Recherches Interdisciplinaires du Graben (CRIG), créé par la Décision rectorale n° UCG/RECT/022/98 du 15 juillet 1998, est l'institution qui gère les recherches à l'Université Catholique du Graben. Il regroupe les Professeurs, Chefs de Travaux et Assistants autour de plusieurs cellules de recherche dont la Santé animale et végétale, l'environnement, les sciences juridiques et politiques, les sciences économiques, sociales, anthropologiques et de développement, les Sciences appliquées et Technologie, l'assainissement et santé publique.

Le CRIG publie une revue scientifique dénommée « *Parcours et Initiatives* » reconnue par le Conseil d'Administration des Universités du Congo à travers la correspondance CAU/SP/NS.NL/MJ/162/2005 du 28 novembre 2005 et l'Arrêté ministériel n° 555/MINESU/CAB.MIN/MNB/RMM/2023 du 24/10/2023 portant reconnaissance d'un centre de recherche dénommé « Centre de Recherches Interdisciplinaires du Graben » et de ses revues scientifiques « Les Revues du Graben » de l'Université Catholique du Graben. D'autres travaux de recherche peuvent être également publiés au CRIG sous forme de : *Parcours et Initiatives*, Textes de conférences ou colloques ; *Notes de recherche et Documents* : cette collection publie les résultats des recherches particulières réalisées individuellement ou collectivement jugées scientifiques par le Comité scientifique. Elle concerne aussi la publication des travaux scientifiques sous forme *d'ouvrages*. D'autres revues du Graben seront bientôt disponibles.

Dans le souci de faciliter les publications du CRIG, les manuscrits sont reçus toute l'année via les adresses crigucg@gmail.com, crig@ucgraben.ac.cd. Les instructions aux auteurs et le canevas des articles sont disponibles sur le site www.crigpug-ucg.org. Pour plus d'amples informations, prière consulter ce site.

Les articles de la revue sont consultables en ligne sur <https://www.crigpug-ucg.org/index.php/pirig>, <https://www.ajol.info/index.php/pirig> (Revue indexée chez AJOL)